

Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

# **L'&#8217;Afrique de l'&#8217;ouest, avenir du secteur minier, dit un expert**

- Economie -

Date de mise en ligne : dimanche 6 février 2011

---

**Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde**

---

**Ouestafnews- L avenir du secteur minier se joue en Afrique de l ouest a laissé entendre un haut responsable d une société minière présente dans la sous région. « C est ici que se joue l avenir minier ! Ce que vit l Afrique de l ouest aujourd hui est comparable à ce qu a connu le nord-ouest de l Australie au début des années 1970 », a affirmé Frank Timis, homme d affaires australo-roumain et président d African Minerals dans un entretien à l hebdomadaire panafricain Jeune Afrique, basé à Paris.**

source : [www.ouestaf.com](http://www.ouestaf.com) - 24 Janvier 2011

**African Minerals**, essentiellement active en **Sierra Leone**, y revendique la découverte du « *plus important gisement de fer du continent* ».

Selon le patron d African Minerals, la sous région « *recèle des gisements de fer, de cuivre, de bauxite, et de manganèse non exploités, d un potentiel exceptionnel par rapport aux réserves mondiales actuellement disponibles, alors même que la demande pour ces matières premières explose, dopée par l industrialisation accélérée de l Asie* ».

En plus de ce fort potentiel, la sous région dispose d un autre atout, sa « *proximité avec l Europe à laquelle il coûte moins cher de faire venir du minerai d Afrique de l ouest que d Océanie ou d Amérique du sud* ».

Ces propos de M. Timis semblent corroborés par les nombreuses annonces de licence d exploration et de découverte qui se succèdent depuis près d une décennie dans la sous région ouest africaine, et qui attirent de plus en plus d investisseurs dans ce domaine. Selon des informations rassemblées par Ouestafnews, **Mauritanie**, **Burkina Faso** et **Niger**, ont multiplié ces dernières années les annonces d attribution de licence d exploration à de grosses multinationales du secteur.

Le **Ghana** et le **Mali** sont déjà quant à eux de grands producteurs d or depuis des années, et occupe respectivement les places de deuxième et troisième producteur au niveau africain. A ces pays s ajoutent de nouveaux venus ou des pays en reconstruction après des années d instabilité.

« *En moins de six mois, pas moins de cinq accords miniers ont été annoncés, totalisant près de 10 milliards d euros, dans trois pays jugés jusqu alors risqués par les miniers : la Guinée, le Liberia et la Sierra Leone* », selon un article de presse daté de mars 2010 et disponible sur le d information Afrique avenir, daté de mars 2010.

Cependant, en dépit de ce boom reconnu par tous les experts, l exploitation des richesses minières reste encore très peu profitable aux nations ouest africaines et aux citoyens des pays concernés.

**La plupart des contrats signés entre les multinationales et les gouvernements restent caractérisé par un manque criard de transparence, et les entreprises ne respectent ni normes environnementales, ni intérêts des populations autochtones.**

Pour corriger cette tendance, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de ( **Cedeao** ) prépare un code minier sous-régional, mais celui-ci n'est prévu pour entrer en vigueur qu'au 1er juillet 2014. Ce code devrait, selon ses promoteurs, aider à assainir le secteur et à le rendre plus profitable aux citoyens. Il vise également à mettre fin à la concurrence féroce entre différents pays qui favorisent plutôt les investisseurs.

« Si la directive (de la Cedeao) est appliquée par les Etats avec des mesures harmonisées, la concurrence mise à profit par les investisseurs pour spolier les populations, sera enrayerée par une volonté politique affichée », déclarait en avril 2010 Mensan Lawson Hachelli, directeur en charge de l'Industrie et des mines à la Cedeao, selon des propos rapportés par l'Agence de presse sénégalaise.

Selon ce responsable de la Cedeao, les mines constituent un secteur important de l'économie des pays membres puisqu'il « contribue pour 30% au PIB ».

L'exemple typique du partage inique et du scandale des ressources minières est fournie par la **Guinée**, un des pays du continent les plus riches en ressources minières mais où les populations demeurent démunies, ou encore par le **Niger**. Dans ce dernier pays, la société civile estimait en 2008 qu'en une quarantaine d'années l'exploitation de l'uranium aurait généré environ 2500 milliards FCFA mais que l'Etat nigérien n'a perçu que moins de 300 milliards durant cette même période, soit moins du 1/5 des ressources générées. Le principal bénéficiaire demeure la France, par l'entremise de l'entreprise **Areva**.